



المديرية العامة للضرائب  
+٠٤٠٨٠١٠ +٠٤٠+٠٦+ ١٤٠٨٠٦١  
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS



## CONVENTION POUR LA REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE DES VETERINAIRES PAR DECLARATION RECTIFICATIVE

Dispositions de la loi de finances 70-19 pour l'année budgétaire 2020  
Dispositions de la loi de finances rectificative 35.20 pour l'année budgétaire 2020

13/11/2020

LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

ET

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES VETERINAIRES

**CETTE CONVENTION POUR LA REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE DES VETERINAIRES EST CONCLUE ENTRE LES SOUSSIGNES :**

- (1) **LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS** (ci-après désignée la **DGI**), représentée par le Directeur Général Par Intérim, Monsieur **Khalad ZAZOU** ;

**ET**

**D'UNE PART,**

- (2) **LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES VETERINAIRES**, représenté par son Président Monsieur **BADRE TNACHERI OUAZZANI**;

**D'AUTRE PART.**

- (3) **LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS** et **LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES VETERINAIRES** sont appelés dans la présente convention « **LES PARTIES** » ;

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

- (A) Attendu les dispositions de la loi de finances 70-19 pour l'année budgétaire 2020 et les dispositions de la loi de finances rectificative 35.20 pour l'année budgétaire 2020, notamment celles de l'article 247-XXVIII-C ayant trait à la régularisation de la situation fiscale des contribuables sur la base d'une **convention conclue** entre l'Administration fiscale et l'organisation professionnelle à laquelle ils appartiennent.
- (B) Vu la volonté d'œuvrer pour le renforcement de la conformité fiscale des contribuables.

**LES PARTIES** ont ainsi convenu de conclure la présente convention (la Convention) afin de fixer les modalités et les conditions de la mise en œuvre de la régularisation de la situation fiscale des **vétérinaires** par voie de déclaration rectificative.

**EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES D'UN COMMUN ACCORD ONT ARRETE LA DEMARCHE PAR LAQUELLE LES VETERINAIRES POURRONT SOUSCRIRE DES DECLARATIONS RECTIFICATIVES AFIN DE SE CONFORMER AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 247-XXVIII-C DU CGI.**

Cette démarche est basée sur les données dont dispose l'Administration fiscale, ainsi que sur les données contenues dans les déclarations souscrites par les **vétérinaires**.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de régularisation de la situation fiscale des **vétérinaires** en matière d'Impôt sur le Revenu (revenus professionnels et salariaux), d'Impôt sur les sociétés et de taxe sur la valeur ajoutée, par la souscription de déclarations rectificatives pour les exercices /années **2016,2017 et 2018.**

Dans le cadre de cette convention, **LES PARTIES** ont convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : CONTRIBUABLES CONCERNES PAR LA PRESENTE CONVENTION**

Peuvent adhérer à cette convention les **vétérinaires** exerçant en tant que personne physique ou dans le cadre d'une société.

Les **vétérinaires** qui sont en cessation d'activité et ceux en activité, pour le ou les exercices ayant fait l'objet de l'une des procédures de rectification des bases d'imposition prévues par les articles 220 et 221 du Code Général des Impôts « CGI », **sont exclus** de la régularisation spontanée de la situation fiscale, et ce conformément aux dispositions de l'article 247-XXVIII-D du CGI.

## **ARTICLE 2 : PERIODE COUVERTE PAR LA PRESENTE CONVENTION\***

La déclaration rectificative peut être souscrite au titre des exercices /années 2016, 2017 et 2018. Pour les contribuables soumis à l'IS, la période concernée porte sur les exercices cloturés au cours des années 2016, 2017 et 2018.

## **ARTICLE 3 : IMPÔTS CONCERNES**

Sont concernés par cette convention :

- L'Impôt sur les Sociétés ;
- L'Impôt sur le Revenu (Revenus professionnels et salariaux) ;
- La Taxe sur la Valeur ajoutée ;

## **ARTICLE 4 : DELAI DE SOUSCRIPTION DE LA DECLARATION RECTIFICATIVE**

Les **vétérinaires** désireux de souscrire leurs déclarations rectificatives sont tenus de le faire spontanément, dans le délai prévu par l'article 247-XXVIII du CGI.

## **ARTICLE 5 : LES BASES DE LA DECLARATION RECTIFICATIVE**

La déclaration rectificative consiste à ramener le taux de Résultat fiscal « Résultat fiscal/Chiffre d'affaires » et le minimum de contribution fiscale IS ou IR Professionnel de chaque **vétérinaire** à des niveaux convenus entre **LES PARTIES** et ce, en fonction des données en possession de l'Administration fiscale, notamment les **Chiffres d'affaires déclarés** et les **Taux moyens de Résultat fiscal** déclarés par ces contribuables.(Cf. Détail ci-après).

Ainsi, le montant à payer par chaque **vétérinaire** en matière d'IS, ou d'IR/Revenus professionnels et salariaux et de TVA, sera déterminé en fonction des éléments contenus dans ses déclarations fiscales souscrites au titre des impôts sus mentionnés, en tenant compte du **Taux de Résultat fiscal, sous déduction de l'impôt déjà payé**, sans toutefois que ce complément à payer ne soit inférieur à des minimums convenus entre les parties.

\* Sous réserve des dispositions de l'article 232-III du CGI

**En matière d'IS, ou d'IR/Revenus professionnels et salariaux et de TVA :**



Le **Taux de Résultat fiscal**, ainsi que les **Minimums à payer** par année, sont arrêtés comme suit :

- **Taux de Résultat fiscal minimum : 10%**
- **Minimum des droits complémentaires à payer par exercice: 0,6% du CA Déclaré**
- **Minimum des droits complémentaires à payer par exercice selon la tranche du Chiffre d'affaires.**

Ces éléments sont récapitulés dans le tableau suivant :

| <b>Tranche CA déclaré</b>          | <b>Minimum à payer par année<br/>(au titre de l'IR/IS et TVA)</b> |
|------------------------------------|---|
| <b>≤500.000 DH</b>                 | <b>1 000</b>  |
| <b>500.001 à 1.000.000 DH</b>      | <b>3 000</b>  |
| <b>1.000.001 DH à 2.000.000 DH</b> | <b>12 000</b>   |
| <b>&gt;2.000.000 DH</b>            | <b>30 000</b>   |

Pour les encaissements ou Chiffres d'affaires recoupés et non déclarés au titre des exercices non prescrits, le taux de contribution à appliquer à ces insuffisances est arrêté à **30%**, représentant la régularisation au titre de l'IS ou l'IR et la TVA.

#### **ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES DEFICITS ET DES CREDITS IMPACTANT LES EXERCICES CLOTURES POSTERIEUREMENT A 2018**

La régularisation par voie de déclaration rectificative devant donner lieu au paiement d'un complément d'impôt aussi bien en matière d'IR ou d'IS que de TVA, tout déficit déclaré ou crédit de TVA sera automatiquement résorbé, et tout impact sur l'exercice 2019 doit être corrigé.

#### **ARTICLE 7 : MODALIES DE PAIEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article 247-XXVIII du CGI, les **vétérinaires** désireux d'adhérer à la présente convention sont tenus de **souscrire** cette déclaration, sur ou d'après un imprimé modèle établi par l'administration et **procéder au paiement spontané des droits complémentaires jusqu'au 15 décembre 2020.**

#### **ARTICLE 8 : EFFET DE L'ADHESION A CETTE CONVENTION**

Les **vétérinaires** qui adhèrent à la présente convention et s'acquittent spontanément du complément des droits dus, bénéficient de l'annulation des majorations, amendes et pénalités prévues par le CGI et de la dispense du contrôle fiscal pour chacun des impôts et taxes et chacun des exercices et années ayant fait l'objet de la déclaration rectificative.

#### **ARTICLE 9 : LA CONVENTION ET LES AUTRES TYPES DE REGULARISATIONS PREVUES PAR LA LOI DE FINANCES 2020 ET LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020**

La présente convention ne se substitue pas, ne dispense pas et ne fait pas obstacle à l'adhésion aux autres types de régularisations prévues par la loi de finances 2020 et la loi de finances rectificative 2020.

#### **ARTICLE 10 : EFFETS JURIDIQUES DE LA CONVENTION**

Les effets tant sur le plan juridique que fiscal sont limités à cette opération de régularisation par déclaration rectificative prévue par les dispositions de la Loi de Finances 2020 et la loi de finances rectificative 2020, ses termes ne peuvent être étendus au-delà de ce cadre, ni opposés par une partie à une autre en dehors de ce contexte, ni constituer des normes de la profession opposables aussi bien à la profession qu'à l'Administration Fiscale.

## **ARTICLE 11 : DIFFICULTES D'APPLICATION - DROIT APPLICABLE – LITIGES**

En cas de survenance de cas particuliers dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties décident de mettre en place une commission bipartite chargée de traiter de ces cas dans le respect des termes de la présente convention.

La Convention sera régie et interprétée conformément au droit marocain.

Le Directeur Général des Impôts (Par intérim) et le Président du Conseil National de l'Ordre National des Vétérinaires s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'exécution de la présente Convention.

## PAGE DE SIGNATURE

Fait à Rabat, le 13 Novembre 2020, en 3 (Trois) exemplaires originaux.

### POUR LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS :

Par : Monsieur **Khalad ZAZOU**  
Titre : Directeur Général des Impôts (Par intérim)

  
Le Directeur Général des Impôts  
par intérim  
Signé: Khalad ZAZOU

---

### POUR LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES VETERINAIRES:

Par : Monsieur **BADRE TNACHERI OUAZZANI**  
Titre : Président



  
Le Président du Conseil National  
de l'Ordre National des Vétérinaires  
Dr. Badre Tnacher Ouazzani